

2020

Rapport d'activité





2152214
4200014566
587400

2020

Rapport d'activité

AVANT-PROPOS

« NOUS AVONS SU NOUS POSITIONNER EN OBSERVATEUR OBJECTIF DE LA SITUATION. »

La crise sanitaire débutée en 2020 a apporté avec elle son lot de défis, de changements (dont certains radicaux) et parfois d'opportunités dans la société, l'économie, le milieu professionnel... Notre laboratoire d'idées a lui aussi dû faire face aux troubles liés à la Covid-19, s'adapter à la situation, et bien sûr... l'analyser en profondeur.

Retour sur cette année pas comme les autres, avec Muriel Bouchet, directeur d'IDEA.

« Cette crise est différente des précédentes avec des effets tout à fait imprévisibles. »

Comment la Fondation IDEA a-t-elle vécu cette crise Covid-19 ?

Il y a eu deux étapes, si je puis dire. Tout d'abord, il y a eu une assez grande surprise, lorsque la crise a atteint son stade le plus aigu vers la mi-mars. Mais nous nous sommes très rapidement ressaisis, de sorte qu'il y a eu très vite une deuxième étape où nous avons été en mesure, je pense, d'assez rapidement passer au mode analyse. Dès le 17 mars, nous publions un Document de travail avec des mesures d'urgence à prendre face à l'incertitude. Comme d'habitude, nous avons su nous positionner en observateur objectif de l'évolution de la situation socioéconomique dans un contexte pour le moins inusité, face à une crise qui a revêtu une forme sans équivalent par le passé. Nous avons déjà connu des périodes difficiles, des décrochages de P.I.B. très soudains – même plus brutaux finalement comme en 2008-2009. Mais les causes intrinsèques de ces crises étaient bien différentes de ce que nous vivons actuellement. Cette crise est différente des précédentes avec des effets tout à fait imprévisibles sur les comportements des consommateurs et de l'investissement des entreprises, ainsi que sur le Gouvernement. Les pouvoirs publics sont également passés à un mode de décision très différent de ce qu'on observe habituellement, avec une très grande célérité.

« Il a fallu se montrer très imaginaire en ce qui concerne le format (podcast, e-Matinale, visioconférence, recueil de contributions etc.). »

« Nous avons notamment été parmi les premières institutions à recommander des mesures d'urgence dès le 17 mars. »

Quelles ressources et changements IDEA a-t-elle mis en place pour faire face à ce nouveau contexte ?

Nous avons notamment étoffé l'équipe en ce qui concerne la communication. Il nous semblait important de renforcer durant la crise cet aspect communicationnel, en essayant de mieux relayer sur les réseaux sociaux et d'être plus dynamiques sur ce segment. Nous voulions conserver cette grande transparence qui a toujours fait partie de l'ADN d'IDEA. Je pense que les chiffres dont nous disposons permettent de dire que nous avons déjà bien amorcé cette évolution. Nos événements ont aussi contribué à cette transparence. Nous avons continué à en faire et évidemment, Il a fallu se montrer très imaginaire en ce qui concerne le format (podcast, e-Matinale, visioconférence, recueil de contributions etc.). Nous avons également recruté une nouvelle économiste, qui est venue renforcer notre capacité dans le domaine socio-économique. En ce qui concerne le suivi de la situation économique à court terme, nous nous sommes retrouvés face à une grande urgence. Il devenait plus important qu'auparavant de pouvoir suivre les inflexions économiques à très court terme. Toutes les données statistiques ne le permettent pas toujours, mais nous devons pratiquement pouvoir suivre la situation économique en temps réel. Nous avons essayé de nous rapprocher de cela avec un nouveau tableau de bord économique et social mensuel.

Comment le programme de travail s'est-il retrouvé chamboulé, afin que le laboratoire d'idées continue d'être efficace dans ce contexte ?

Dès le début avril, nous avons amendé notre programme de travail. Nous avons un programme de travail en cinq piliers et nous l'avons ajusté afin d'insister davantage sur les piliers qui étaient les plus concernés par la crise sanitaire. Je pense notamment aux éléments transfrontaliers. Nous avons vu à quel point la fermeture des frontières était un problème pour un pays comme le Luxembourg, nécessitant de renforcer les coopérations à tous les niveaux. En matière de santé, en l'occurrence, mais également dans le domaine socio-économique, la crise sanitaire a par ailleurs mis davantage en exergue (ou même généré...) divers problèmes sociaux. Nous avons dès lors davantage insisté sur la cohésion sociale. Il a enfin fallu analyser les effets de cette crise Covid quasiment en forgeant de nouveaux outils d'analyse comme de nouveaux instruments de simulation économique ou démographique.

Je pense au total qu'IDEA a su faire preuve d'une assez grande souplesse. Nous avons notamment été parmi les premières institutions à recommander des mesures d'urgence dès le 17 mars. Les mesures adoptées par le gouvernement correspondent d'ailleurs fréquemment à nos recommandations initiales.

« Nous avons aussi été parmi les premières institutions à oser faire des projections macroéconomiques et de finances publiques. »

« IDEA se doit de réfléchir activement sur la gestion de la sortie de crise »

Nous avons aussi été parmi les premières institutions à oser faire des projections macroéconomiques et de finances publiques. Nous inférons à l'époque une diminution de 4% du PIB en 2020, ce qui pouvait sembler « optimiste » par rapport aux autres projections publiées dans la foulée (celles du projet de budget, par exemple). Nous avons dès décembre 2020 revisité « à la hausse » les projections, au point de dire que « Dieu était luxembourgeois » (acquis de récession de l'ordre de 1,5%).

Si vous deviez tirer une leçon de cette crise, quelle serait-elle ?

Cette crise nous a obligés à passer plus rapidement que nous l'aurions initialement anticipé à la transition numérique, au jour le jour. Mais la crise nous a également montré l'importance des relations humaines, des contacts directs, indispensables à l'émulation intellectuelle. C'est vital pour un laboratoire d'idées comme IDEA qui doit privilégier un contact direct avec le grand public, les responsables politiques ou privés.

Que nous réserve l'après pandémie du côté d'IDEA ?

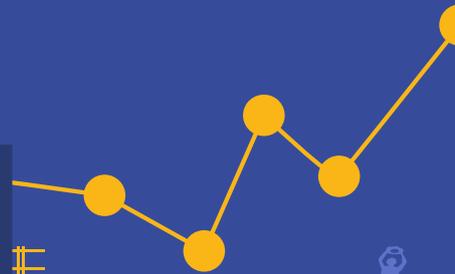
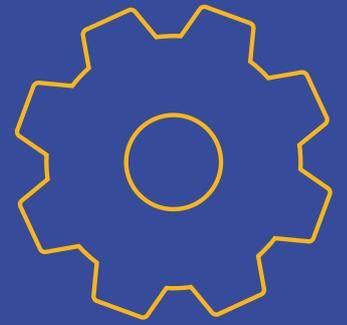
Je dirais que c'est très important de réfléchir à l'importance d'une bonne résistance, une bonne résilience dans le cas où un choc survient, quelle que soit sa nature. Quand la poussière va retomber et que nous serons en mesure de prendre du recul et de mieux analyser les choses, c'est presque un genre de « contingency plan » qu'il faudra essayer de mettre en place. Comment veiller à assurer une certaine souplesse de l'organisation et être en mesure de réagir rapidement ? Nous avons déjà pu réagir efficacement et promptement en 2020, alors que le moins que l'on puisse dire est que nous ne nous attendions pas du tout à cela. Il faudra également réfléchir à l'organisation du travail, comme tout le monde par exemple : quelle sera la place du télétravail, avec ses avantages et ses inconvénients dans le nouvel environnement ?

Au-delà, IDEA se doit de réfléchir activement sur la gestion de la sortie de crise, des inégalités, ou sur la façon de réconcilier croissance d'une part, environnement et développement territorial d'autre part. Le tout dans un contexte ayant subi une profonde mutation (notamment une nouvelle donne européenne et internationale). Pour ne citer que quelques éléments...

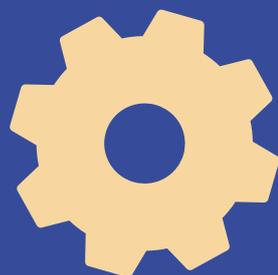
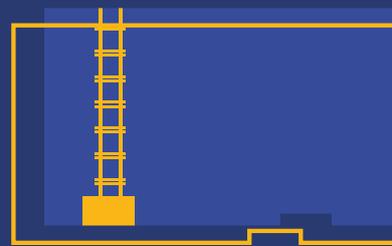
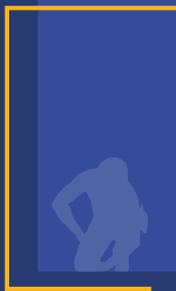
SOMMA

À propos d'IDEA	10
Équipe et Gouvernance	11
Faits marquants : des idées non confinées	14
Les principaux événements	15
Les principales publications	18
La presse	40

IRE



52214
200014566
587400



À PROPOS

D'IDEA

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert. Créé à l'initiative de la Chambre de Commerce en 2014, IDEA a pour mission de susciter et d'alimenter un débat public de qualité par des propositions constructives pour répondre aux défis socioéconomiques d'envergure.

IDEA s'est donné pour ambition de penser un avenir durable pour le Luxembourg dans le cadre d'une démarche globale s'appuyant sur les trois piliers de son action :

Identifier les grands défis ; Produire des connaissances et des idées nouvelles ; Alimenter et participer au débat public

Cette démarche implique notamment l'élaboration de scénarios d'avenir permettant de mettre en évidence différentes menaces et opportunités auxquelles le Luxembourg sera confronté dans les années à venir. Elle implique pour le laboratoire d'idées de contribuer à l'émergence d'une véritable culture économique et sociale, à rebours de toute inclination à l'approximation en se fondant sur des valeurs de **rigueur**, de **grande ouverture**, de **transparence** et **d'agilité**.

IDEA invite le public à discuter de manière contradictoire les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organise à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques avec des experts et parties prenantes d'horizons variés sur tous les sujets traités.

ÉQUIPE

ET GOUVERNANCE

L'autonomie est au cœur de la gouvernance d'IDEA, de son fonctionnement au jour le jour. Elle inspire le choix de ses thèmes de recherche et la manière de les aborder, la transmission de ses messages et recommandations. Il en va en effet de sa crédibilité. De même, IDEA se préoccupe de problématiques ayant trait à l'« intérêt général », via une démarche propre et originale.

Les travaux d'IDEA résultent d'un processus itératif qui fait intervenir en amont le Conseil d'administration – qui fixe les grandes orientations, discute et adopte le programme de travail – l'équipe opérationnelle – qui propose une première mouture du programme de travail et le met en œuvre – et le Conseil scientifique – qui se prononce sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux.

L'ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE



De gauche à droite : **Michel-Edouard Ruben** - Senior Economist, **Julien Mpia Massa** – Chargé de Communication, **Thomas Valici** – Économiste, **Muriel Bouchet** – Directeur, **Narimène Dahmani** – Économiste et **Vincent Hein** – Économiste.

DEUX ARRIVÉES ET UN DÉPART



En réponse au besoin de professionnalisation de notre stratégie de communication en général, réseaux sociaux en particulier, nous avons accueilli le 15 mai 2020 au sein de notre équipe **Julien Mpia Massa en tant que chargé de communication.**



Sarah Mellouet qui occupait un poste d'économiste depuis novembre 2015, **a rejoint la Chambre de commerce** le 15 septembre 2020 au poste de **Support Function Coordinator.**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Michel WURTH

Président de
Fondation IDEA asbl,
Président honoraire de la
Chambre de commerce



Erna HENNICOT-SCHOEPGES

Vice-Présidente
de l'Institute for
cultural diplomacy



Isabelle LENTZ

Directrice commerciale
et marketing HORECA
Munhowen SA



Pierre AHLBORN

Administrateur délégué de
la Banque de Luxembourg



Marc WAGENER

COO et Chief Economist de
la Chambre de commerce



Stéphanie DAMGÉ

Directrice
de Jonk Entrepreneuren
Luxembourg asbl



Carlo THELEN

CEO de la
Chambre de commerce



Narimène Dahmani a rejoint l'équipe en janvier 2021 en tant qu'**économiste**. Narimène est diplômée d'un doctorat en sciences économiques de l'Université de Strasbourg. Ses travaux portent sur l'évaluation des politiques publiques, l'économie géographique et les inégalités

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE



**Michèle
FINCK**

Senior Research Fellow,
Max Planck Institute for
Innovation and Competition



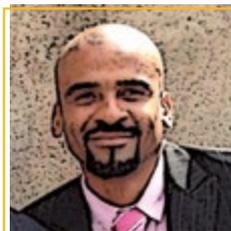
**Rolf
TARRACH**

Recteur émérite de
l'Université du Luxembourg



**Michel
BEINE**

Professeur d'économie à
l'Université du Luxembourg



**Wladimir
RAYMOND**

Economiste, Consultant



**Carlo
THELEN**

CEO de la
Chambre de commerce



**Lucien
HOFFMANN**

Directeur du Département
recherche et innovation
environnementales du LIST



**Stéphanie
SCHMITZ**

Attachée à la
Représentation Permanente
du Luxembourg auprès de
l'Union européenne



**Marc
WAGENER**

COO et Chief Economist de
la Chambre de commerce



**Marc
HOSTERT**

Conseiller de
Gouvernement 1^{ère} Classe

FAITS

MARQUANTS

DES IDÉES NON CONFINÉES

LANCEMENT DU PODCAST ECO(N) FINEMENT PAR IDEA AVEC PAPERJAM



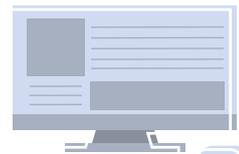
LA BARRE DES 1000 FOLLOWERS A ÉTÉ FRANCHIE SUR LINKEDIN



RECUEIL DE CONTRIBUTIONS EXCLUSIVES SPECIAL COVID-19



130
COUVERTURES
PRESSE : +3 %



65
CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES SUR NOTRE
SITE INTERNET

49
NEWSLETTERS
ENVOYÉES : +4 %
D'ABONNÉS



DES RENCONTRES AVEC DES PERSONNALITÉS POLITIQUES LUXEMBOURGEOISES ET ISSUES DE LA GRANDE RÉGION



10
ÉVÉNEMENTS
IDEA SE MET À
ZOOMER...)

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Débats d'IDEA, matinales, rencontres, workshops et conférences sont au cœur du modèle de notre laboratoire d'idées. Malgré une année bousculée par la Covid-19, IDEA a su se réinventer et proposer des échanges digitaux et hybrides.

LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR IDEA

14 AVRIL 2020

CONFÉRENCE DE PRESSE SPÉCIALE « AU CHEVET DE L'ÉCONOMIE »

Quel pourrait être le coût de la crise économique au Luxembourg ? Comment apprécier le plan de stabilisation présenté le 25 mars ? Comment le compléter au besoin ? Quelles seraient la finalité et l'envergure d'un éventuel plan de relance économique ? Quelques questions auxquelles cette conférence avait pour objectif de répondre.

8 MAI 2020

CONFÉRENCE DE PRESSE DE PRÉSENTATION DU NOUVEAU TDB ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'IDEA

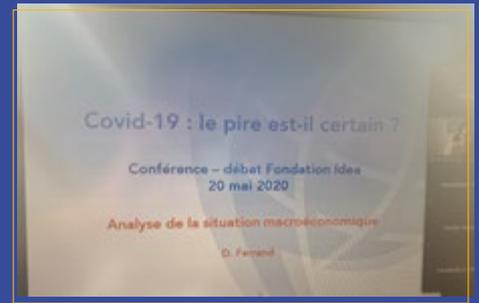
Prendre le pouls du Luxembourg au moment où s'ancrent une crise aussi inédite que ses conséquences étaient encore incertaines, c'est l'objectif de ce Tableau de bord économique et social mensuel « nouvelle formule » qu'IDEA a lancée le 8 mai 2020.



20 MAI 2020

CONFÉRENCE-DÉBAT : « COVID-19 : LE PIRE EST-IL CERTAIN ? », AVEC DENIS FERRAND

En pleine période d'incertitude radicale, nous avons profité de la publication de notre Document de travail n°15 « Coronavirus : quel impact économique au Luxembourg ? » pour le compléter utilement par une analyse de Denis Ferrand, Directeur Général de l'institut d'études économiques Rexecode, fin observateur de la vie économique française, européenne et mondiale, jamais avare de réflexions constructives à l'attention des décideurs publics et privés



09 SEPTEMBRE 2020

E-MATINALE « SOUS-ACTIVITÉ DES SÉNIORS, CE MAL DOMINANT! »,

La pandémie de Covid-19 a provoqué une onde de choc sur le marché du travail. Les deux manifestations les plus notables de ce choc auront été l'explosion du télétravail et l'envolée du chômage – y compris partiel. Jusqu'à 70 % des travailleurs (résidents) sont ainsi passés au télétravail et près de 150.000 personnes ont été concernées par le chômage partiel au plus fort de la crise sanitaire. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrit à l'ADEM a quant à lui progressé de 30 % depuis le début de l'année de telle sorte que le taux a frôlé le pic atteint en mai 2014. Dans ce contexte, grand cas est fait (à raison) de la situation des jeunes qui connaissent au Luxembourg un des taux de chômage (26 %) parmi les plus élevés au sein de l'UE. Il est cependant regrettable qu'aucune attention particulière ne soit portée aux actifs seniors (55+) alors que la crise actuelle risque d'avoir des effets durables et sévères sur leurs perspectives d'emploi.



06 OCTOBRE 2020

CONFÉRENCE PRESSE DE RENTRÉE

Comme chaque année, nous avons organisé notre conférence de presse de rentrée. A cette occasion, nous avons tiré un bilan des publications et événements qui ont jalonné notre année 2020 et avons fait le point sur l'agenda du reste de l'année 2020.



24 NOVEMBRE 2020

E-MATINALE : ÉCHANGES AUTOUR DU PROJET DE BUDGET 2021

Cette e-Matinale était l'occasion de passer en revue les principaux enseignements du projet de budget pour 2021 et du projet de loi pluriannuel qui étaient (sans surprise, compte tenu du contexte actuel) surprenants. Muriel Bouchet, Vincent Hein et Michel-Edouard Ruben ont également proposé des amendements au projet de Budget 2021 qui visaient à accompagner le rebond de l'économie et à conforter sa résilience, éviter une envolée des inégalités, et assurer que le Luxembourg soit armé pour atteindre ses ambitieux engagements climatiques ainsi que d'entamer quelques réflexions sur le devenir de la politique budgétaire pour les années à venir.



LES ÉVÉNEMENTS EN PARTENARIAT

02 JUIN 2020

PARTICIPATION À LA LIVE TABLE RONDE PAPERJAM - TÉLÉTRAVAIL : DU MYTHE À LA RÉALITÉ

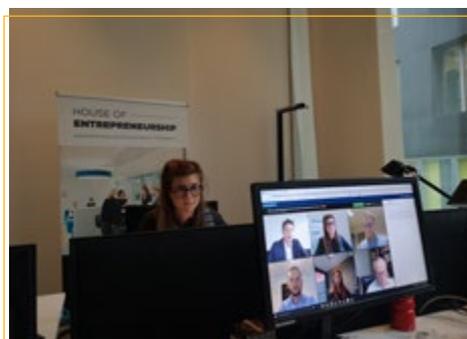
Le télétravail s'est imposé à marche forcée en réponse au Covid-19. Mais cette formule qui a contribué à maintenir la propagation du virus, doit-elle devenir une nouvelle norme ? Jusqu'où peut s'étendre le télétravail à l'avenir ? Quels sont les enjeux fiscaux et surtout de sécurité sociale ? Autant de Questions que Sarah Mellouet a abordé avec l'équipe de Paperjam.



17 JUIN 2020

ANIMATION D'UN LIVE-TALK REACT ORGANISÉ PAR LA HOUSE OF ENTREPRENEURSHIP « PARTAGE D'EXPÉRIENCES D'ENTREPRENEURS PENDANT & APRÈS LA CRISE COVID-19 » EN PRÉSENCE DE LEX DELLES MINISTRE DES CLASSES MOYENNES

Le projet ReAct a pour but d'offrir une écoute aux entreprises frappées par la crise Covid-19 pour les aider à mieux comprendre où elles en sont, travailler avec elle pour définir un plan d'action concret lors de la relance des activités. Sarah Mellouet a animé les débats.



1^{ER} DÉCEMBRE 2020

CAHIERS DE LA GRANDE RÉGION : QUELLES ÉQUATIONS POUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL TRANSFRONTALIER ?

A l'occasion de la publication de la troisième édition de la série Cahiers de la Grande Région, la Fondation IDEA représentée par Vincent Hein et le réseau Center for Border Studies de l'Université de la Grande Région (UniGR-CBS), en partenariat avec les membres de l'initiative des Cahiers de la Grande Région ont eu le plaisir d'échanger avec le public lors de la conférence-débat qui portait sur le thème : « Inadéquations, compétences, formation... Quelles équations pour le marché du travail transfrontalier ? ».



LES PRINCIPALES PUBLICATIONS

Malgré des formats et un calendrier bousculés, IDEA a pu susciter le débat public et analyser la situation de cette année très particulière au travers de ses diverses publications, forcément adaptées à la situation...



1

AVIS ANNUEL



11

DÉCRYPTAGES



3

CAHIERS
THÉMATIQUES



9

PODCASTS



3

DOCUMENTS
DE TRAVAIL



26

BLOGS



4

BILLETS INVITÉS



8

ÉDITOS

Après un tour d'horizon de la conjoncture internationale dont une préface consacrée à la pandémie, la publication revient sur les performances économiques du Luxembourg et les défis que représentent la transition climatique et la dynamique des prix sur le marché du logement.

À la veille du confinement du printemps 2020, IDEA a publié son Avis annuel, intitulé : « Des illusions ». Après un tour d'horizon de la conjoncture internationale dont une préface consacrée à la pandémie, la publication revient sur les performances économiques du Luxembourg et les défis que représentent la transition climatique et la dynamique des prix sur le marché du logement. En outre, 13 propositions sont formulées dans le cadre de la réforme fiscale qu'envisage le gouvernement. Elles concernent l'attractivité, la mobilité, le logement et les pensions complémentaires. Enfin, la seconde partie de cet Avis est consacrée à l'analyse des résultats de la deuxième édition d'un consensus économique qui a permis de recueillir le sentiment d'acteurs luxembourgeois sur la situation économique internationale et nationale.

13 propositions pour la prochaine réforme fiscale



MARCHÉ DU TRAVAIL

- Simplifier le régime des impatriés
- Flexibiliser les régimes complémentaires de pension dans le cadre professionnel
- Créer un cadre favorable au retour et à l'installation des étudiants formés à l'étranger qui ont bénéficié d'aides du Luxembourg
- Créer un cadre fiscal préférentiel pour les start-ups avec l'exonération totale d'Impôt sur le Revenu des Collectivités (IRC), d'Impôt Commercial Communal (ICC), d'Impôt de solidarité (Isol) et d'Impôt sur la Fortune (IF)
- Créer un cadre fiscal incitatif pour les investisseurs en start-ups avec une réduction d'impôt sur le revenu pour les personnes physiques (business angels) et les entreprises (corporate venture capitalist) qui investissent dans le capital de jeunes entreprises
- Poursuivre l'égalité de traitement fiscal entre les frontaliers et les résidents imposés conjointement en harmonisant les conditions d'assimilation parmi les frontaliers



MOBILITÉ

- Questionner l'avantage en nature pour voitures de société (évaluation de la dépense fiscale pour l'Etat, effets sur les choix des salariés, impacts économiques et environnementaux, inégalités induites, etc.)
- Mettre en œuvre une prime de mobilité durable défiscalisée et exonérée pour les salariés qui optent pour un moyen de transport alternatif à l'automobile



LOGEMENT

- Taxer tangiblement les logements vacants et terrains constructibles inoccupés
- Baisser la fiscalité pour les vendeurs en viager d'un bien immobilier auprès des primo-accédants et de l'Etat



PENSIONS COMPLÉMENTAIRES

- Revoir à la baisse le taux de taxation forfaitaire de 20% de la contribution « patronale » aux Régimes Complémentaires de Pension (RCP) pour le rendre plus attractif pour les salaires les moins élevés
- Augmenter de 1 200 à 2 000 euros par an le montant déductible de la contribution personnelle dans le cadre d'un RCP
- Revoir le mécanisme de « déduction » des contributions personnelles aux RCP et au 3ème pilier (prévoyance-vieillesse)

CAHIERS THÉMATIQUES

JUIN 2020

RECUEIL DE CONTRIBUTIONS EXCLUSIVES SPÉCIAL COVID-19

13 contributions - qui traitent de mythe de la nation industrielle, de marché du travail, d'immobilier, de défis territoriaux, d'agilité, de résilience, de politique budgétaire, d'inégalités, de stratégie de déconfinement - rédigées par des universitaires, des dirigeants d'entreprise, un travailleur social, et un ancien ministre.

Parce que cette crise « sanitario-économique » est sans précédent, il est important d'évaluer, plus encore que d'habitude, ses possibles conséquences au Luxembourg et au-delà en se donnant la peine de considérer les nombreuses complexités en présence et en évitant la facilité qui consisterait à simplement décréter que tout va changer. Ce cahier thématique entend participer à ce salutaire exercice. Il bénéficie de 13 contributions - qui traitent de mythe de la nation industrielle, de marché du travail, d'immobilier, de défis territoriaux, d'agilité, de résilience, de politique budgétaire, d'inégalités, de stratégie de déconfinement - rédigées par des universitaires, des dirigeants d'entreprise, un travailleur social, et un ancien ministre. Les propos qui y sont tenus n'engagent, bien évidemment, que leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de leur employeur ni de la Fondation IDEA.

- Sarah Guillou, *Dépasser la mystification de la réindustrialisation*
- Robert Urbé, *La crise sanitaire du COVID-19 mènera-t-elle à plus de pauvreté et à une aggravation des inégalités ?*
- Robert Goebbels, *L'imaginaire est immense, le possible étroit.*
- Jean-Jacques Rommes, *Avons-nous été résilients ? Le serons-nous demain ?*
- Pierre Ahlborn, *Être le plus agile : une obligation pour un si petit pays.*
- Michel Beine, *Les éléments essentiels pour une stratégie efficace de déconfinement au Luxembourg*
- Rolf Tarrach, *Un essai d'objectivisation du problème Covid-19 et quelques réflexions sur la prochaine crise.*
- Antoine Decoville, *Peut-on apprendre quelque chose de la crise actuelle pour mieux organiser notre territoire ?*
- Pascale Junker, *Luxembourg, Défis socio-économiques et territoriaux post-Covid19.*
- Julien Licheron, *Covid-19 -Le marché de l'immobilier résidentiel dans l'incertitude.*
- Ludivine Martin, Pauline Bourgeon, Franz Clément, Irina Gewinner, Laetitia Hauret, David Marguerit, Uyen Nguyen, Thierry Pénard, Nicolas Poussing, Fanny Robert, Julie Rosaz, Angela Sutan, Radu Vranceanu (l'Equipe du projet de recherche 'DIGITUP' au LISER), *Le confinement sera-t-il un tremplin au développement du télétravail et à l'acquisition des compétences digitales demandées sur le marché du travail Luxembourgeois ?*
- Nicolas Henckes, *Les États face à l'incertitude : un changement de méthode s'impose.*
- Frédéric Allemand, *Du pari de Maastricht au parti de la monnaie unique.*

DÉCEMBRE 2020

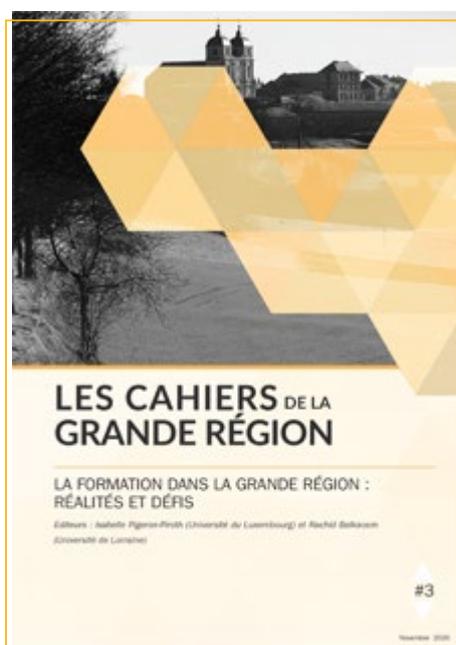
**CAHIERS DE LA GRANDE RÉGION #3.
« LA FORMATION DANS LA GRANDE
RÉGION : RÉALITÉS ET DÉFIS »,**

Cet outil, à la parution semestrielle, a pour mission, d'une part, de mieux faire connaître la Grande Région, ses spécificités et ses enjeux et, d'autre part, de pallier le manque de visibilité de cet espace de vie et de coopération transfrontalière.

Avec un consortium de partenaires issus de toute la Grande Région, IDEA a participé à l'édition et à la rédaction du 3^{ème} numéro des Cahiers de la Grande Région. Cet outil, à la parution semestrielle, a pour mission, d'une part, de mieux faire connaître la Grande Région, ses spécificités et ses enjeux et, d'autre part, de pallier le manque de visibilité de cet espace de vie et de coopération transfrontalière. L'objet des Cahiers consiste à informer tant les populations que les acteurs institutionnels ou de la société civile des problématiques et défis rencontrés au sein de la Grande Région.

Inscrit dans la continuité du Cahier n°2 interrogeant les équations du marché du travail, l'objet de ce Cahier n°3 de la Grande Région est la formation sous plusieurs de ses formes (formation continue, apprentissage...), ses réalités et ses défis. Question centrale et inhérente au marché du travail, la formation se trouve confrontée à de nombreux défis, liés certes au déclin démographique et à la difficile adéquation entre Offre et Demande d'emploi (abordés dans les précédents Cahiers), mais aussi à la particularité de la situation transfrontalière (questions linguistiques, transferts de qualifications d'une composante territoriale à l'autre...), et aux évolutions des contenus du travail et des emplois sous l'effet de la digitalisation. La situation sanitaire actuelle a de plus soulevé l'importance et le besoin de formation aux outils numériques permettant le télétravail.

Dans ce cahier, Vincent Hein a réalisé une contribution formulant des propositions pour une politique de formation plus intégrée dans une logique de codéveloppement transfrontalier autour du Luxembourg.



CAHIERS THÉMATIQUES

FÉVRIER 2020

LES ANNÉES 10 EN 10 GRAPHIQUES

Le Luxembourg dont la devise est pourtant « nous voulons rester nous-mêmes » a continué de changer de visage et a connu de profondes transformations socio-économiques dont certaines éclairent d'ailleurs ses perspectives d'avenir.

Durant la décennie 2010-2019 qui vient de s'achever, le Luxembourg dont la devise est pourtant « nous voulons rester nous-mêmes » a continué de changer de visage et a connu de profondes transformations socio-économiques dont certaines éclairent d'ailleurs ses perspectives d'avenir. Au premier rang de ces transformations se trouve l'évolution de la population résidente passée de 502.000 à 625.000 habitants, soit une hausse (de 24%) sans équivalent en Europe où la population a progressé de moins de 2%. Par ailleurs, le PIB nominal a progressé de 56% passant de 41 à 63 milliards d'euros, et le nombre de salariés de 30% (330.000 en 2010 et plus de 430.000 en 2019). Compte tenu des bonnes performances de l'économie et du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi n'a augmenté « que » de 2.000 unités entre 2010 et 2019, et le taux de chômage qui était de 5,8% au début de la décennie n'était que de 5,4% en décembre 2019. Aussi, le logement est resté la préoccupation numéro 1 des résidents durant toute la décennie, qui a débuté et s'est achevée par une publication du STATEC qui concluait que le nombre de logements construits dans le pays chaque année était - compte tenu de l'accroissement du nombre de ménages privés - significativement en dessous de la demande potentielle. Mais en dépit d'une hausse des prix immobiliers de 56% entre 2010 et 2019 qui fait qu'il fallait 14,5 années de salaire minimum pour acquérir un appartement de 50m² en 2019 contre 11 années en 2010, le taux de propriétaires au Grand-Duché s'est tout de même maintenu à 70%.

« Il conviendra(it) donc de « muscler » l'impulsion budgétaire sans pudeur de gazelle d'autant plus que les niveaux de dette publique (20% du PIB) et de richesse (768.000 euros par ménage) du Luxembourg le permettent, et que l'article 107 du TFUE qui stipule explicitement que « les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires sont compatibles avec le marché intérieur » l'autorise ».

Cela faisait des années que l'économie mondiale était dans une sorte de grande modération avec un taux de croissance tournant autour de 3,5%. Cela faisait également des années que des économistes (plus ou moins inspirés) prédisaient qu'une crise allait éclater car les niveaux de dettes privées étaient inquiétants, car les chambres de compensation concentraient trop de risques de contrepartie avec des niveaux de fonds propres insignifiants, car les prix de logements étaient trop élevés dans de nombreuses capitales, car les niveaux de dette publique étaient difficilement soutenables, car la rentabilité des banques était sous pression, car de nombreuses entreprises américaines et européennes étaient en plein « game of loan », car le populisme avait trop le vent en poupe, car la valorisation des start-ups high-tech n'était pas tenable, car la guerre commerciale sino-américaine faisait craindre le pire, car les taux d'intérêt étaient à des niveaux « bizarres », car la croissance pas assez verte et écologique devait avoir son lendemain inévitable, etc.

La « crise » est là et est apparue là où on ne l'attendait pas. C'est ainsi la COVID-19 qui touche au bien le plus précieux qui soit quoique trop souvent mal gardé (à savoir la santé) qui plonge, chaque jour un peu plus, le monde dans une situation d'incertitude radicale¹.

Évolutions possibles de la trajectoire du PIB



¹ Par incertitude radicale il faut entendre que ce qui se passera le lendemain nous n'en savons strictement rien.

DOCUMENT DE TRAVAIL N°15

MAI 2020

CORONAVIRUS : QUEL IMPACT ÉCONOMIQUE AU LUXEMBOURG ?

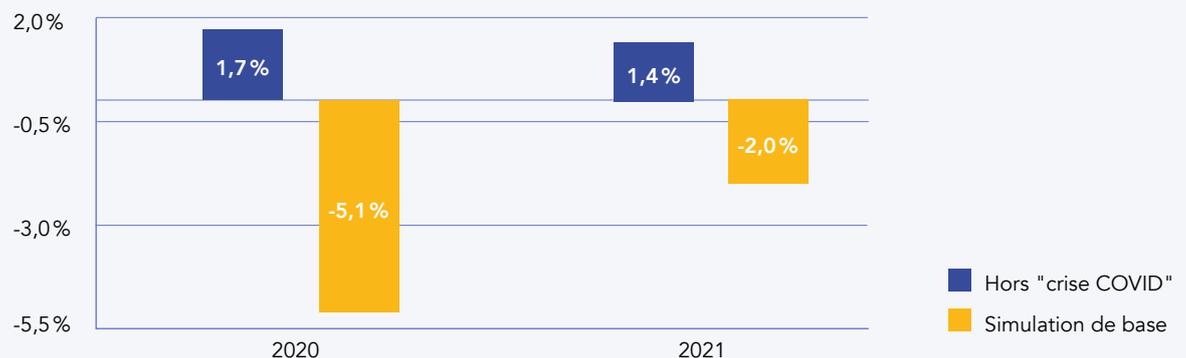
par Muriel Bouchet

Les simulations effectuées visent avant tout à aider le lecteur à mieux appréhender l'incidence de la crise du Coronavirus sur l'activité économique et les finances publiques grand-ducales.

Dans ce document de travail, divers exercices macroéconomiques de simulation visant à mieux cerner les retombées économiques et budgétaires du (dé)confinement ont été menés à bien. Ils fournissent d'utiles points de repère, dont il était cependant clair dès le départ qu'ils pouvaient être balayés d'un jour à l'autre par des événements sociaux, économiques et épidémiologiques. Les simulations effectuées visaient avant tout à aider le lecteur à mieux appréhender l'incidence de la crise du Coronavirus sur l'activité économique et les finances publiques grand-ducales. Trois simulations avant tout illustratives ont été effectuées afin de mieux baliser le « champ des possibles » au Luxembourg. Un premier scénario, dit « de base », repose sur l'hypothèse d'un confinement strict jusqu'à la fin avril 2020, suivi par une reprise immédiate de l'activité économique. Ce scénario « de base » laissait augurer une diminution du PIB en volume de 4% en 2020, cependant suivi d'un rebond de près de 5% en 2021. Conditionnés à des hypothèses de (dé)confinement plus « sévères », les deux autres scénarios aboutissaient à un recul plus accentué du PIB.

Les finances publiques connaîtraient une franche détérioration dans tous les scénarios considérés, y compris le scénario de base (avec un déficit des Administrations publiques de l'ordre de 5% du PIB en 2020 et de 2% en 2021). La dette publique ne franchirait le seuil gouvernemental des 30% du PIB que dans le cadre des deux scénarios les plus « sévères ».

Simulation de base mai 2020 : solde des Administrations publiques (en % du PIB)



NOVEMBRE 2020

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE BUDGET 2021

Par Muriel bouchet, Vincent Hein et Michel-Edouard Ruben

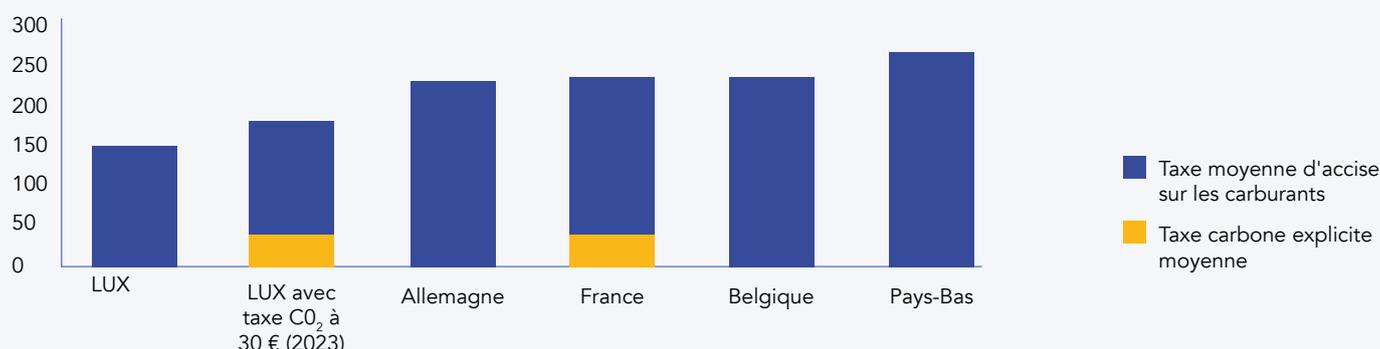
« le projet de budget contient un ensemble de dispositions - articulées autour du triptyque justice fiscale - logement - soutenabilité - qui visent à accompagner le rebond de l'économie et à conforter sa résilience, à éviter une envolée des inégalités, et à assurer que le Luxembourg soit armé pour atteindre ses ambitieux engagements climatiques. Bienvenues, certaines de ces mesures pourraient être amendées et/ou complétées dans le but d'augmenter les retombées sur le triptyque susmentionné. »

Le projet de budget pour 2021 et le projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024 présentés le 14 octobre 2020 sont sans surprise – compte tenu de la crise exceptionnelle en cours – très surprenants et marquent une nette rupture avec les budgets antérieurs. Un chiffre suffit à illustrer cet état de fait : en 2020, les dépenses publiques pèseront 53% du PIB.

Dans ce contexte où le Gouvernement s'efforce de « soutenir autant que possible et de sauver autant que nécessaire », un ensemble de dispositions – articulées autour du triptyque justice fiscale – logement – soutenabilité – qui visent à accompagner le rebond de l'économie et à conforter sa résilience, à éviter une envolée des inégalités, et à assurer que le Luxembourg soit armé pour atteindre ses ambitieux engagements climatiques, sont contenues dans le budget. Bienvenues, certaines de ces mesures pourraient toutefois être amendées et/ou complétées dans le but d'augmenter les retombées sur le triptyque susmentionné.

Aussi, la programmation budgétaire devrait concilier une approche conjoncturelle, consistant à favoriser un rebond économique en 2021, à une approche résolument structurelle orientée vers la préservation de la durabilité du modèle socio-économique... Concrètement, cela suppose la mise en place et la communication -dès à présent - d'une trajectoire CO₂ ambitieuse, et une architecture budgétaire qui soit davantage en phase avec cette ambition et qui permettrait un pilotage « dans le sens d'un développement durable » des finances publiques.

Taux de prélèvement effectifs sur les émissions de CO₂ des transports routiers en 2018
(et projection avec la taxe CO₂ en 2023)



DÉCRYPTAGES**DÉCRYPTAGE N°6 – JANVIER 2020**
COMPRENDRE LE MARCHÉ
DE LA TITRISATION
par Thomas Valici

La titrisation a mauvaise presse. Accusée d'avoir favorisé le gonflement artificiel des prix de l'immobilier américain, elle n'en demeure pas moins une pratique largement répandue dans nos économies. Alors même que le marché luxembourgeois de la titrisation est en plein essor, celui de l'UE, bien qu'il ne se soit pas effondré avec la crise financière de 2008, peine à repartir. C'est dans ce contexte que la Commission Juncker a souhaité le relancer dans le cadre de l'Union des Marchés des Capitaux (UMC). Les nouvelles titrisations dites « simples, transparentes et standardisées » (STS) devraient permettre de mobiliser jusqu'à 150 milliards d'euros pour l'économie réelle. Mise en place par l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA), ce nouveau label vise à encadrer, sécuriser et dynamiser la titrisation en Europe. Pour le Luxembourg, il pourrait s'agir d'une opportunité à saisir !

DÉCRYPTAGE N°7 – AVRIL 2020
QUELQUES RÉFLEXIONS SUR
LE PLAN DE STABILISATION
par Michel-Edouard Ruben et Sarah Mellouet

Pour répondre aux préoccupations économiques qui émergeaient depuis le début de la crise du COVID-19, le Gouvernement luxembourgeois avait déployé des efforts importants et notamment introduit un plan de stabilisation économique. A des fins d'analyses, il nous semblait pertinent de le comparer (avec ses amendements) aux mesures prises dans d'autres pays européens, tandis que des interrogations pouvaient émerger quant à de nouvelles mesures pour le compléter utilement si nécessaire.

DÉCRYPTAGE N°8 – AVRIL 2020**CRISE « CORONA » :
QUELS IMPACTS, QUELLE RELANCE ?**

par Muriel Bouchet

La "crise COVID" est un événement socio-économique mondial majeur, le virus s'insinuant dans les différents rouages de notre "machinerie économique" et affectant tous les foyers. Dans ce décryptage, nous procédons à une première évaluation de l'impact de ce choc sur l'économie grand-ducale, à un moment où il était toujours difficile d'entrevoir le bout du tunnel du confinement. Diverses simulations ont été menées à bien, reposant notamment sur l'hypothèse d'un confinement strict jusqu'à la fin avril 2020. Ils laissaient augurer un repli du PIB de l'ordre de 4% en 2020 et un déficit de l'ensemble des Administrations publiques de 3,5% du PIB environ, alors qu'un significatif excédent était encore enregistré en 2019.

De ces conjectures se dégagent de premières considérations sur un plan macroéconomique "de relance" pouvant être mis en œuvre en 2021 et succédant au plan de stabilisation adopté en 2020. A noter en particulier la recommandation d'un effort additionnel d'investissement public de l'ordre de 1% du PIB en 2021.

DÉCRYPTAGE N°9 – MAI 2020**DE CETTE NOTION D'ESSENTIEL...**

par Sarah Mellouet

Selon le dictionnaire Larousse, est « essentiel » ce « qui est indispensable pour que quelque chose existe » ou « qui est d'une grande importance ». Il se dégage donc de ce terme un caractère vital et sérieux... Et c'est précisément celui que les autorités luxembourgeoises ont retenu pour définir les activités devant être assurées coûte que coûte durant le confinement imposé dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Cela posait bien sûr la question de leur définition mais aussi de la considération des personnes qui ont permis la continuité d'activité et, plus généralement, de l'articulation entre l'utilité sociale de ces activités et la hiérarchie salariale existante.

DÉCRYPTAGE N°10 – MAI 2020**LE XXI, SIÈCLE DE DOMINATION DES MÉTROPOLIS
MONDIALISÉES ?**

par Thomas Valici

Les prix des logements dans les métropoles mondialisées battent de nouveaux records et progressent, à quelques exceptions près, davantage que les moyennes des prix nationaux. Pratiquement partout à travers le monde le constat est le même. Les individus migrent vers les villes en quête d'emploi, de meilleures opportunités professionnelles et pour les études. Ce phénomène se manifeste par une demande qui excède largement l'offre, conduisant à des prix élevés aux regards des salaires et des tensions importantes sur le marché de la location, également pour les classes moyennes. Dans de telles conditions, l'importance accrue des villes ne devrait pas être sous-estimée par les pouvoirs publics et privés. Ces dernières joueront en effet un rôle croissant afin d'assurer la pérennité et stabilité économique et la cohésion sociale, mais aussi pour freiner le réchauffement climatique, développer des nouvelles formes de mobilité, de logement et d'agriculture urbaine et introduire les énergies renouvelables.

DÉCRYPTAGES**DÉCRYPTAGE N°11 – JUIN 2020****SOUTENIR AUTANT QUE POSSIBLE, SAUVER AUTANT QUE NÉCESSAIRE !**

par Michel - Edouard Ruben

De menace sanitaire en Chine en début d'année, la maladie à coronavirus 2019 s'est depuis transformée en crise sanitaire, économique et sociale mondiale. Au Luxembourg, deux plans de stabilisation et de renouveau – pouvant mobiliser jusqu'à 11 milliards d'euros - ont été mis en place afin de préserver l'emploi et le tissu productif. Mais malgré ces interventions, le Grand-Duché pourrait connaître sa plus sévère récession depuis 1975, une perspective de nature à éroder la confiance des agents économiques et à peser sur leurs comportements d'arbitrage entre consommation, investissements, et épargne. Dans ce contexte, l'orientation prospective de la politique budgétaire devient un élément important à même de réduire les incertitudes sur le potentiel de la reprise et de briser l'éventuel cercle vicieux qui pourrait s'installer entre pessimisme et récession.

DÉCRYPTAGE N°12 – JUIN 2020**QUEL COUP DE POUCE FISCAL POUR CONTRIBUER À LA MOBILITÉ DURABLE ?**

par Vincent Heint

Avant que la crise liée à la pandémie de coronavirus ne vienne chambouler (temporairement ?) l'agenda politique, la préparation de la prochaine réforme fiscale annoncée par le gouvernement avait fait l'objet de propositions concrètes dans l'Avis annuel 2020 d'IDEA. Le fil rouge était de montrer comment cette dernière pouvait contribuer à rendre le Luxembourg plus attractif, durable et équitable. Si de sérieuses interrogations existent désormais sur le calendrier, l'ampleur et les objectifs de cette réforme, certains aspects n'ont pourtant pas disparu du débat. En témoignent les discussions en cours sur l'électrification du parc de voitures de sociétés, qui méritent d'être replacées dans le contexte plus large de deux impératifs : celui de la protection du climat et celui d'une mobilité mieux maîtrisée. Car si la problématique de la décarbonisation du parc automobile est un objectif louable, elle ne doit pas masquer celle du changement des habitudes de mobilité des salariés.

RÉFLEXIONS SUR LA FISCALITÉ DU MARCHÉ IMMOBILIER RÉSIDENTIEL

par Thomas Valici

Avec des prix immobiliers qui croissent à un rythme supérieur aux salaires et des temps de trajet qui ne cessent de se rallonger, il n'est pas exclu que des salariés finissent par remettre sérieusement en question leur choix de vie et que des entreprises et des talents s'installent dans d'autres régions européennes ou mondiales. Au-delà de la crainte des répercussions politiques de toucher au secteur largement choyé par les électeurs, il est nécessaire de garder à l'esprit qu'en cas de grave crise immobilière, les banques luxembourgeoises (et a fortiori les entreprises, emplois, recettes fiscales et la dette publique, puis l'image de marque et la compétitivité du pays) en pâtiraient et que les pertes économiques seraient paradoxalement mutualisées avec les catégories sociales les plus défavorisées. Six propositions pour calmer la situation de surchauffe actuelle des prix sont ainsi faites. Trois d'entre elles sont des idées à manier avec précaution tandis que les trois autres seraient des mesures plus facilement applicables.

DÉCRYPTAGE N°14 – SEPTEMBRE 2020**SOUS-ACTIVITÉ DES SÉNIORS, CE MAL DOMINANT !**

par Michel - Edouard Ruben

La pandémie de Covid-19 a provoqué une onde de choc sur le marché du travail causée par les contraintes qui pèsent sur la demande et l'offre, les changements (encore observables) de certains comportements de consommation, et le recul de l'activité. Les deux manifestations les plus notables de ce choc auront été l'explosion du télétravail et l'envolée du chômage – y compris partiel. Jusqu'à 70% des travailleurs (résidents) sont ainsi passés au télétravail et près de 150.000 personnes ont été concernées par le chômage partiel au plus fort de la crise sanitaire. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrit à l'ADEM a quant à lui progressé de près de 30% depuis le début de l'année de telle sorte que le taux de chômage a frôlé le pic atteint en mai 2014. Dans ce contexte, grand cas est fait (à raison) de la situation des jeunes qui connaissent au Luxembourg un des taux de chômage (26%) les plus élevés de l'UE. Il est cependant regrettable qu'aucune attention particulière ne soit portée aux actifs seniors (55+) alors que la crise actuelle pourrait avoir des effets durables et sévères sur leurs perspectives d'emploi.

DÉCRYPTAGES**DÉCRYPTAGE N°15 – OCTOBRE 2020**
PIB, EMPLOI, CHÔMAGE
ET COVID-19

par Michel - Edouard Ruben

Le « grand confinement », qui est déjà la quatrième crise économique d'envergure du 21ème siècle - après l'éclatement de la bulle internet, la crise des « subprimes », la crise des dettes souveraines en zone euro - a eu (et continue d'avoir) des effets délétères sur l'activité économique au Luxembourg. Il a ainsi sévèrement grippé la dynamique de création d'emplois dans le pays, causé une envolée du chômage qui a frôlé au mois de juin le précédent triste record de mai 2014, et obligé l'Etat à soutenir massivement les entreprises et les salariés (avec la mise en place d'un programme de stabilisation de l'économie augmenté d'un plan de redémarrage). Alors que l'activité, certes encore déprimée, est en phase de rebond, les récentes publications des comptes trimestriels permettent d'apprécier plus précisément comment l'économie s'est comportée durant la récession pandémique (1er et 2ème trimestre). S'il serait malvenu de pousser un « ouf de soulagement » et dangereux de minorer les nombreuses difficultés encore en présence, il semblerait tout de même que « D.ieu soit encore (et toujours) luxembourgeois.

DÉCRYPTAGE N°16 – DÉCEMBRE 2020**COMPRENDRE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE**

par Thomas Valici

L'intelligence économique n'est pas une forme d'espionnage industriel. Son utilisation est même fortement recommandée par de nombreuses études pour renforcer la compétitivité et la résilience des entreprises. Si les décideurs publics ont bien conscience de son rôle pour s'assurer du maintien des avantages concurrentiels et/ou en garantir de nouveaux, le secteur privé, lui, semblerait l'appliquer majoritairement au sein des grandes organisations et startups les plus prometteuses. La mise en œuvre de telles activités au sein des TPE/PME resterait toutefois difficile. Cela est d'autant plus regrettable que le pays dispose d'un modèle phare en la matière. La véritable toile de réseau d'information tissée par Emile Mayrisch fut en effet l'une des raisons du succès de l'entreprise sidérurgique. Une enquête pour quantifier son utilisation, des formations ainsi qu'une étude approfondie sur les synergies du système d'intelligence économique luxembourgeois devraient ainsi être envisagées !

PODCASTS

Dès le début d'un confinement dont on ne connaissait pas encore la durée, il nous a paru crucial de proposer un décryptage régulier de la situation. D'où ce podcast : un rendez-vous hebdomadaire entre un journaliste de la rédaction de Paperjam et un économiste (ou autre !). 9 podcasts ont ainsi été réalisés à distance.

MARS 2020

LANCEMENT DU PODCAST ECO(N)FINEMENT

par IDEA et Paperjam



« On voit se produire au niveau des autorités budgétaires ou monétaires des choses qui il y a encore 3 mois passeraient pour complètement ésotériques pour éviter que « l'après » soit incroyablement dur notamment que le chômage et les faillites n'explorent pas ».

AVRIL 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #2

avec Tom Baumert, CEO de la HoE



« Nous sommes en train de développer un service qui va se concentrer sur la relance de l'économie, qui a pour but d'aider les entreprises avec de l'information, du coaching personnel, pour leur permettre de faire les bons choix en fonction de leurs spécificités ».

AVRIL 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #3

avec Michel Wurth



« Après la 1^{ère} guerre mondiale, Keynes avait préconisé qu'on annule l'ensemble des dettes qui avaient été causées par la guerre, proposition qui n'a pas été retenue, avec les conséquences que l'on a connues... Il faut essayer de se rappeler les grands éléments de l'Histoire. »

PODCASTS

AVRIL 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #4

avec Frédéric Docquier (LISER)



« Les flux de main d'œuvre, c'est la partie la moins mondialisée aujourd'hui des échanges entre les pays. La mobilité internationale, c'est 3,5% de la population mondiale seulement. Mais le Luxembourg est une exception et je pense que le pays ne sait pas ce qu'il ferait sans la main d'œuvre frontalière. »

AVRIL 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #5

avec Jézabel Couppey-Soubeyran (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)



« A l'heure du déconfinement, ce qui serait opportun, ce sont des transferts de monnaie centrale aux ménages et aux entreprises pour réamorcer sans délai l'activité économique, avec une double impulsion du côté de la demande et du côté de l'offre. »

MAI 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #6

avec Luc Frieden



« Il est très difficile de relocaliser vers l'Europe certaines activités. Tout ce que l'on dit en ce moment ne va pas se réaliser : nous continuerons à vivre dans un monde globalisé où les entreprises se développent là où leur environnement est le plus approprié pour produire à un prix raisonnable. Mais je suis en faveur d'une mondialisation qui profite à tous. »

PODCASTS

MAI 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #7

avec Nora Back



« On a ce fameux comité de coordination tripartite au Luxembourg sur lequel repose ce modèle du dialogue social au Luxembourg. Et cet instrument, c'est l'instrument anti-crise par excellence. Voilà la raison pour laquelle on a demandé la tripartite. »

MAI 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #8

avec Carlo Thelen



« Si on n'avait pas pris de mesures de soutien, la question d'une relance ne se poserait même pas parce qu'on aurait plus de substance économique. On aurait eu une explosion du chômage qui aurait coûté beaucoup plus cher encore et qui aurait eu des effets néfastes à moyen et à long terme. Mais c'est clair qu'il faut maintenant tout faire pour que cette économie redémarre, avec un plan de relance efficace, avec des investissements importants, pour repositionner le Luxembourg parmi les meilleurs pays en Europe pour qu'il reste compétitif et attractif. »

JUIN 2020

PODCAST ECO(N)FINEMENT #9

avec Muriel Bouchet et Vincent Hein



Thierry Raizer



Nicolas Léonard

Ce (neuvième) numéro de clôture fut l'occasion d'un échange entre Thierry Raizer, rédacteur en chef de Paperjam, Nicolas Léonard, rédacteur en chef adjoint, Muriel Bouchet, Directeur d'IDEA et Vincent Hein, économiste. Au menu de la discussion, un coup d'œil dans le rétroviseur sur les enseignements du "grand confinement", mais aussi quelques réflexions sur les défis qui attendent le Luxembourg dans les prochains mois.

Merci à Thierry Raizer et à Nicolas Léonard pour cette collaboration aussi impromptue que réussie !

LES 3 BLOGS LES PLUS LUS EN 2020

BLOG N°1

DURCIR LES CONDITIONS D'UTILISATION DES CHÈQUES REPAS POUR SOUTENIR LE SECTEUR DE L'HORECA ?

par Par Sarah Mellouet

C'est un fait : le secteur de l'hôtellerie, restauration et cafés (HORECA) a été lourdement touché par la crise de la Covid-19. Durant le confinement décidé par les autorités pour des raisons de santé publique, il a ainsi accusé une baisse de 90% de son taux d'activité par rapport à la normale et vu la part de ses salariés en chômage partiel atteindre 85% en avril (puis 70% en mai et 50% en juin). Malgré le déconfinement et la réouverture des établissements, l'avenir demeure assombri pour de nombreux professionnels (absence d'effet de rebond, maintien des règles de distanciation sociale et du télétravail, prudence des consommateurs, permanence de charges fixes...). Dans ce contexte, employeurs et salariés bénéficiaires ont à leur disposition un outil de soutien à la relance : les chèques repas. Mais comment s'assurer que leur utilisation contribue au soutien du secteur de la restauration ?

BLOG N°2

ÉPARGNE FORCÉE ET TÉLÉTRAVAIL : LES GRAINS DE SABLE DE LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE DU LUXEMBOURG

par Vincent Hein

Tandis que le déconfinement graduel se poursuit et bien que des restrictions sanitaires sont toujours possibles (voire probables), le moral et le comportement des consommateurs font partie des indicateurs clés à scruter cet été, car ils pourraient avoir un impact sur la reprise économique, en particulier dans les secteurs d'activité les plus affectés par le confinement (hôtellerie, restauration, commerce d'habillement, de biens d'équipements, loisirs, événementiel, etc.) et dans lesquels de nombreuses entreprises se trouvent aujourd'hui sur le fil du rasoir. Si les dépenses de consommation finale des ménages pèsent moins dans l'économie luxembourgeoise qu'ailleurs, il n'en demeure pas moins qu'elles s'adressent à tout un pan de l'économie locale déjà fortement éprouvé par les décisions de fermetures de ce printemps.

**LES 3 BLOGS
LES PLUS
LUS EN 2020**

BLOG N°3

5 VENTS CONTRAIRES QUI SOUFFLENT CONTRE LA REPRISE AU LUXEMBOURG

par Michel-Edouard Ruben

Le virus, qui continue de circuler, demeure une « épée » de Damoclès, parce qu'elle contraint encore l'offre, mine la confiance, et pèse sur la demande, qui pourrait plonger l'économie dans une longue convalescence jusqu'à la découverte d'un vaccin ou l'émergence d'un consensus scientifique qui autorise à ne plus se soucier de Covid-19. Même si le Luxembourg dispose en réalité d'assez de marges de manœuvre pour fournir sans hésitation une orientation prospective à la politique budgétaire qui dirait que tout ce qui sera nécessaire sera fait pour que l'économie ne s'éloigne pas du plein-emploi, certains, craignant d'hypothétiques maux de dettes, risquent de faire valoir que le niveau de dette publique est un obstacle sur ce chemin. La nouvelle organisation productive articulée autour du télétravail risque de provoquer une chute spectaculaire de la demande adressée aux entreprises en les privant des dépenses de consommation habituellement effectuées par les frontaliers présents dans le pays en journée et pourrait pousser vers la faillite tout un pan de l'économie dont l'activité dépend en partie de la présence de salariés dans leur bureau. En vertu de la « loi psychologique fondamentale », la propension à épargner augmente avec le revenu. Une des clefs endogènes de la reprise sera donc que ceux (notamment parmi les plus aisés qui ont télétravaillé) dont la consommation a chuté durant la période de confinement alors que leur revenu était préservé se remettent à consommer « local ».

BILLETS INVITÉS

AVRIL 2020

PERSPECTIVES DE CRISES, CE QUE LES CRISES PRÉCÉDENTES NOUS APPRENNENT

Luc Frieden



« Le Luxembourg a connu d'autres crises graves au cours des dernières décennies, comme les crises de la sidérurgie ou la crise financière. (...) Et la survie économique nécessita chaque fois une action étatique conséquente, soutenue par la solidarité nationale et possible grâce à des finances publiques saines. »

JUIN 2020

DES ENTREPRISES RESPONSABLES POUR SURMONTER LA CRISE

avec Norman Fisch



« Nous avons la possibilité de reconstruire le monde comme il était avant la crise, ou de saisir l'opportunité de réinventer durablement notre modèle socioéconomique. C'est-à-dire, une économie résiliente, capable de préserver nos systèmes de support vitaux naturels et qui serait au service d'une société inclusive. Heureusement, la plupart des solutions existent déjà. »

**BILLETS
INVITÉS**

JUIN 2020

L'ACCÉLÉRATEUR DU LEVIER FINANCIER EN RÉSEAU ET L'ÉCONOMIE RÉELLE : ÉTUDE EMPIRIQUE POUR LE LUXEMBOURG

Malik Kerkour

« Un choc temporaire dans l'économie réelle ou dans la sphère financière impactant les avoirs nets des entreprises et/ou des banques pourrait générer des fluctuations durables dans l'économie, même si le choc initial n'est pas intrinsèquement persistant. »

JUIN 2020

L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES : UN INGRÉDIENT INDISPENSABLE À LA QUALITÉ DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET À NOTRE CAPACITÉ À SURMONTER LA CRISE

François-Xavier Borsi



« Comme toute crise conduit nécessairement à s'adapter, à changer et à (se) transformer, il est légitime de s'interroger sur la manière dont ces politiques publiques (et, partant, les décideurs) vont devoir faire face et évoluer pour en tirer un maximum les leçons de manière constructive pour l'avenir et de futures interventions publiques. »

ÉDITOS

OCTOBRE 2020

LA CRISE DE CONSOMMATION AU PRISME DES MÉNAGES FRONTALIERS

Michel-Edouard Ruben

NOVEMBRE 2020

MARCHÉ DU TRAVAIL TRANSFRONTALIER, UNE NOUVELLE PHASE DES POLITIQUES DE COOPÉRATION DOIT S'OUVRIR

Vincent Hein

NOVEMBRE 2020

À LA RECHERCHE DES PRÉVISIONS PERDUES

Muriel Bouchet

NOVEMBRE 2020

INVITATION À ZOOMER

Michel-Edouard Ruben

ÉDITOS

NOVEMBRE 2020

LA TAXE CO2, LA CAROTTE ET LE BÂTON

Vincent Hein

DÉCEMBRE 2020

SALAIRE SOCIAL MINIMUM & COMPÉTITIVITÉ

Thomas Valici

DÉCEMBRE 2020

IDEA ET OCDE, MÊME COMBAT : POUR DES DÉDUCTIONS FISCALES « SOCIALES »

Muriel Bouchet

DÉCEMBRE 2020

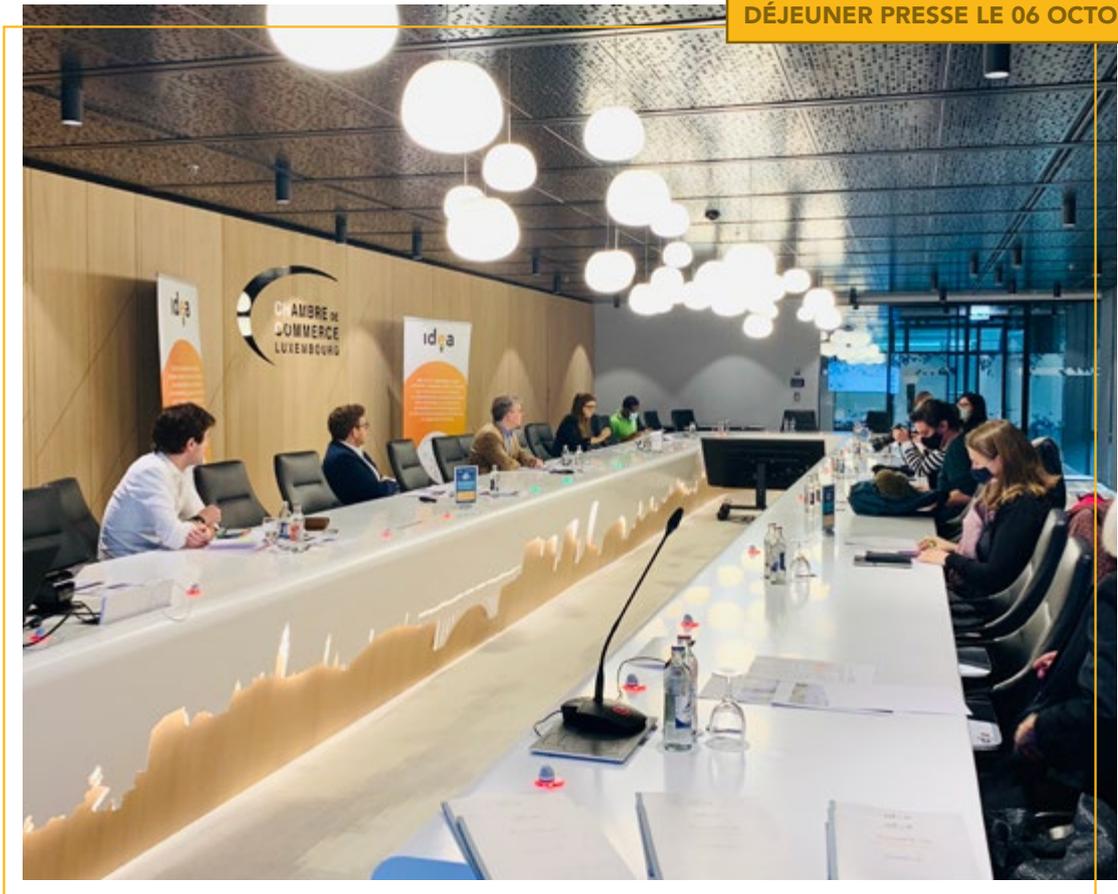
LA NEUTRALISATION DE LA TAXE CO2 DANS LE CALCUL DE L'INDEX N'EST PAS UNE INJUSTICE SOCIALE

Vincent Hein

LA PRESSE

IDEA entretient d'excellentes relations avec la presse, comme en témoignent les multiples couvertures et collaborations récurrentes. Il s'agit d'un canal de diffusion privilégié qui permet d'améliorer la pénétration de nos analyses et recommandations ainsi l'accessibilité de certaines contributions plus scientifiques.

DÉJEUNER PRESSE LE 06 OCTOBRE



NOTRE SÉLECTION D'ARTICLES



"Tem de haver incentivo económico para as pessoas partilharem o automóvel"

Em entrevista ao Contacto o economista Vicent Hein, da Função Idea, explica como pode o governo convencer os trabalhadores a adotarem o 'carpooling', no percurso casa-trabalho. Não é fácil adotar a prática, mas diminuiria as filas de trânsito.

contacto



FONDATION IDEA DÉCRYPTE LE PIB, L'EMPLOI, LE CHÔMAGE ET LA COVID-19

Le « grand confinement », qui est déjà la quatrième crise économique d'envergure du 21ème siècle - après l'éclatement de la bulle internet, la crise des « subprimes », la crise des dettes souveraines en zone euro - a eu les conséquences d'effets dévastateurs sur l'activité économique au Luxembourg. Il a ainsi sévèrement grippé la dynamique de création d'emplois dans le pays, causé une envolée du chômage qui a frôlé au mois de juin le précédent triste record de mai 2014, et obligé l'Etat à soutenir massivement les entreprises et les salariés avec la mise en place d'un programme de stabilisation de l'économie augmenté d'un plan de redressement.




De plus en plus de pensions versées à l'étranger

LUXEMBOURG - Le nombre de pensions versées à l'étranger a doublé au cours des dix dernières années. En 2019, les paiements s'élevaient à 1,3 milliard d'euros.

Année	Montant (millions d'euros)
2010	400
2011	450
2012	500
2013	550
2014	600
2015	650
2016	700
2017	750
2018	800
2019	1300



L'économie luxembourgeoise

Les seniors ont moins de chance de trouver un emploi

LUXEMBOURG - Les plus de 55 ans sont davantage rattrapés par le chômage. La crise du coronavirus a renforcé le problème.

Un tableau de Picasso vend 102 millions de dollars

4 milliards perdus à cause d'un homme d'affaires

Le chômage partiel explose, les chiffres historiques

LUXEMBOURG - L'État a déjà engagé 153 millions d'euros en trois mois et demi pour le chômage partiel. Presque trois fois plus que sur toute l'année 2009, au moment de la crise financière.

Année	Montant (millions d'euros)
2009	50 000 000
2010	20 000 000
2011	15 000 000
2012	25 000 000
2013	20 000 000
2014	18 000 000
2015	15 000 000
2016	12 000 000
2017	10 000 000
2018	8 000 000
2019	6 000 000
2020 (8,04)	153 000 000

Chaque nouvelle étude qui paraît sur l'impact du coronavirus sur l'économie démontre le côté sans précédent de la crise. Dernière en date, l'évolution du chômage partiel au Luxembourg, analysée par la Fondation Idea. Depuis le début de l'année, 153 millions d'euros ont été engagés par l'État pour financer cette mesure.



Comprendre le marché de la titrisation

La titrisation à mauvaise presse. Accusée d'avoir favorisé le gonflement artificiel des prix de l'immobilier américain en amont de la crise économique et financière de 2008, elle n'en demeure pas moins une pratique largement répandue dans nos économies. Qu'est-ce que la titrisation, quels en sont les avantages et inconvénients? Comment est-elle utilisée au Luxembourg et comment l'UE souhaite-t-elle remettre la pratique au goût du jour? Thomas Valtel, économiste au sein de la Fondation IDEA asbl, présente le fonctionnement de la titrisation et son rôle pour le financement de l'économie réelle.



Des chèques-repas pour aider l'Horeca

Dans Luxembourg, Presses | Mis à jour le 04/07/2020 13:49 | Publié le 07/07/2020 7:00



Les chèques-repas, dans les faits, ne sont pas forcément utilisés pour payer des dépenses alimentaires. (Illustration DR)

La Fondation Idea propose d'utiliser le chèque-repas comme un outil de relance économique dans le secteur de la restauration.

Avec la généralisation du télétravail, le secteur de la restauration peine à retrouver sa clientèle, notamment lors du service de midi. Pour donner un petit coup de pouce à ce secteur, la Fondation Idea, la cellule de réflexion de la Chambre de commerce, a mis une idée sur la table : faire du chèque-repas un élément de relance économique.

L'économie luxembourgeoise pourrait rebondir mieux que prévu, estime Idea

Accueil | Économie | L'économie luxembourgeoise pourrait rebondir mieux que prévu, estime Idea

Dans Économie | Mis à jour le 07/07/2020 13:38 | Publié le 07/07/2020 11:30



La Fondation Idea estime que le Grand-Duché pourrait tirer les charbons du feu plus rapidement que bien d'autres états (Photo : archives Julien Garroy).

La Fondation Idea, émanation de la Chambre de commerce de Luxembourg, estime ce mardi que le Luxembourg pourrait faire partie des pays de la zone euro les moins affectés par la crise, avec les pays baltes, la Finlande et l'Irlande.

Protégé des deux ou «île» au milieu de l'Europe, le Luxembourg a mieux traversé la crise économique du moment que d'autres pays européens. En mettant de côté les éventuelles bonnes grâces venant de très loin, le Luxembourg a surtout pu compter sur plusieurs atouts non négligeables afin de garder un cap et ne pas sombrer dans cette tempête qu'est la crise du Covid-19.

Quelles évolutions économiques en dix ans au Luxembourg ?

Dans Économie | Mis à jour le 27/02/2020 9:52 | Publié le 26/02/2020 17:34



«Les années 10 en 10 graphiques», c'est sous ce titre que l'économiste Michel Édouard Ruben présente une courte analyse économique du pays de 2009 à 2019. (Photo Isabella Hirt/Idépress)

La Fondation Idea a publié ce mercredi dix indicateurs économiques reflétant les dix dernières années du Grand-Duché.

C'est un exercice intéressant qu'a réalisé Michel Édouard Ruben, économiste de la Fondation IDEA, le think tank de la Chambre de commerce.

L'économiste a résumé, dans une série d'infographies, l'évolution du Luxembourg entre 2010 et 2019 au travers des dix indicateurs économiques suivant : la population, les frontaliers, le produit intérieur brut, le chômage et l'absentéisme, le logement, la pauvreté, la productivité, les pensions, les principaux employeurs, les fonds d'investissements.

PAPERJAM

FONDATION IDEA

Des investissements publics pour sortir de la crise

Écrit par Pierre Paller | Publié le 14.04.2020 | Édité le 14.04.2020



Le directeur de la Fondation Idea, Michel Édouard Ruben, en se basant sur l'hypothèse d'une fin de confinement à la fin avril, estime que l'PIB recouvrerait 80-82% en 2020 dans un scénario pessimiste, avant un nouveau départ à la hausse de 4,8% en 2021. (Photo: Patrick Hochard/Idépress)

La Fondation Idea préconise une relance budgétaire de 700 millions d'euros par les investissements publics afin d'assurer la sortie de crise en 2021. Cela permettrait de compenser une perte de PIB estimée à 5% d'ici fin 2021, soit 3 milliards d'euros.

TOP

- 1 FRANCE & IDEAL 20 investissements chez Deloitte Luxembourg
- 2 PAPERJAM 10 jours de télétravail pour les Belges: décisions en juillet
- 3 SMOORE Changements importants



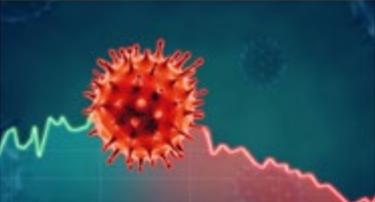
PAPERJAM

PELLETIER & INSTITUTIONS – ÉCONOMIE

CONSENSUS FLASH DE LA FONDATION IDEA

La crainte d'une seconde vague plane sur les décideurs

Écrit par Mathilde Obert | Publié le 17.04.2020 | Édité le 17.04.2020



Investissement: privilégier les actions de qualité

TOP

PAPERJAM

CONSENSUS DE LA FONDATION IDEA

«Assurer la survie des entreprises et adapter les aides»

Écrit par Thierry Balzac | Publié le 18.04.2020 | Édité le 19.04.2020



La Fondation Idea a présenté mardi une nouvelle version de son consensus pour cerner le sentiment, au cœur de la crise, d'un panel de décideurs économiques, politiques, de partenaires sociaux et d'économistes sur les principales tendances d'évolution d'une

PAPERJAM How To Implement Smart Contracts

RTL 7466 Radio Today.lu 100% RTL.lu 100% RTL.lu 100% RTL.lu 100%

Home News National Living-Gaming International Europe Fußballbereich 30 Tage gesponsert Der beste aus der Fußballwelt

NATIONAL - FONDATION IDEA

"Moral war gutt, ma gewësse Pessimismus mécht sech breet"

RTL | Update: 09.05.2020 07:22



AM MEESCHTE GELIES

1. **Stichtag an der Stad**
Stimmensverteilicht Nott-entz de Punkt up den 1
2. **Was Mecht Di (DIN) Hinnert?**
Kappel bei der Police wengst 70 Prozent bei der Chorale vo Bissen
3. **LIVETICKET**
Commentaire - 57Kontakten an Lëtzebuerg an am Ausland
4. **Renée Decker**
Friedl immer Respektvoll, et bedroht een eenen + 100Kontakten a Kommunikatioun
5. **David Gendel**
Manner Respektvolleren an-Abdag - Vrot Nout an der Chonche

Abonnement

Esu swell wiler d'Moral bei de Lëtzebuergere relativ gitt gewiescht, ma esou hant gëll sech e gewësse Pessimismus breet massalen.

RTL TODAY Luxembourg Today.lu 100% RTL.lu 100% RTL.lu 100% RTL.lu 100%

Home News Luxembourg World Fact-Check Business + Tech Tech Lab Science + Environment

LUXEMBOURG - EMPLOYMENT

Residents more likely to find jobs than cross-border workers

Author: Thomas Trossen - adapted for RTL, Today | Update: 08.09.2020 09:49



MOST READ

1. **POLICE RAUFT**
Numerous incidents stolen across Luxembourg City on Wednesday
2. **PROSECUTE SHOT?**
Experts call for new standards to combat serious disease
3. **PROB TO ACCURATE SERVICE**
Brewen church choir outraged after unknown person called the police on them
4. **SHOTS SHOT TO SHOT - 10 SHOT**
1 things to do in and around Luxembourg this weekend
5. **LIVETICKET - WILLIAMS UPDATES**
Friday's national and international tennis news to see place

Advertisement

Today's national and international tennis news to see place

Luxembourg's job market appears to be recovering slowly from the health crisis, with residents the

RTL 5 MINUTES Today.lu 100% RTL.lu 100% RTL.lu 100% RTL.lu 100%

Home News Luxembourg Politics Monde Opinions Fact-check On article pour vous 5 choses à savoir

CARTES BLANCHES - CARTE BLANCHE IDEA

La taxe CO2, la carotte et le bâton

Actual Fondation Idea | Actualité: 03.12.2020 12:38



LES PLUS LUS

1. **Le "grand peur"**
Les Américains font le manque en Covid
2. **Insomnie**
L'achete portugaise Maria Julia Almeida est absente
3. **Commentaire, les dernières infos**
111 personnes ont, le fait de postuler relative à nouvelles en Luxembourg
4. **Passez**
Un appel à l'histoire pour le travailler en fait dans les Chonches
5. **Passez ou d'aller?**
Une enquête manuscrite relative au une plus collation

© Fondation Idea

Retour sur le principe de la taxe CO2, que le Luxembourg a décidé d'appliquer, par Vincent Heir de la Fondation Idea.

C'est l'un des éléments marquants dans le projet de loi budgétaire pour 2021: le Luxembourg rejoint le fait des pays qui mettent en place une taxe CO2. La tarification du carbone est un mouvement qui prend de l'ampleur en Europe et dans le monde. Il repose sur le principe du pollueur-payeur qui lui-même partage du constat que les émissions de gaz à effet de serre, on le sait maintenant assez bien, ont un coût caché qui doit être intégré dans le processus de décisions économiques.

Mais il ne faut pas interpréter cette logique du pollueur-payeur comme un mécanisme punitif ou moral et encore moins considérer que les taxes carbone sont un moyen de consoler des caisses publiques en manque d'affaires, ce serait faire fautive erreur.

maxx déi aner wochenzeitung Fautre hebdomadaire Luxembourg

Home Newsletter Kultur Abos Info Archive Puls Droit de réponse

Wirtschaftskrise: Und in Luxemburg?

Von Raymond Wiltz - 2020-06-22 - 10min

Die Vorschläge des französischen Magazins „Alternatives économiques“ (maxx 1586) „(il)les rent?“ lassen sich nur zum Teil auf Luxemburg übertragen. Dennoch können sie die Diskussion hierzulande bereichern.

Insbesondere bei drei von acht Lösungen, die das Magazin untersucht hat, geht es um Steuern. Ein Thema, bei dem das „kleine“ Luxemburg gegenüber den „großen“ Kapitalmächten keine „günstigen Abhänglinge“ wegen klein, wie Nicolas Pélissier-Tavenas immer wieder behauptet. In Wirklichkeit hat das Großherzogtum jahrelange „unabhängige“, nicht profitabile Abhänglinge beibehalten und ein „paradies fiscal“ die Steuerpolitik der europäischen Partnerstaaten subvertiert. In der Covid-19-Krise war Luxemburg auf die Solidarität der Nachbarländer angewiesen. Es wäre schickierend - und wichtig - jetzt zu versuchen, mit Abhänglingen von anstehenden Krisen in den Ausland zu profitieren.

Steuerparadies oder Solidarität

FR - Luxemburger Wort



Une année 2020 «pas si mauvaise que ça»

Luxemburger Wort

Fondation IDEA a.s.b.l.
7, rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg

fondation-idea.lu